

 **Afriland First Group**
The Fact with Success

Rapport Annuel

2013

TABLE DES MATIERES

MOT DU PRESIDENT	<i>Error! Bookmark not defined.</i>
REVUE DE L'ANNEE 2013	4
CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
MEMBRES DE LA DIRECTION GENERALE	8
ORGANIGRAMME	9
RAPORT DE GESTION	10
NOS PROJETS FUTURS	17
ETATS FINANCIERS 2013	<i>Error! Bookmark not defined.</i>
RAPPORT D'AUDIT	34



Photo : Monument de la Renaissance Africaine (Dakar)

« Tant qu'un homme n'a pas découvert quelque chose pour lequel il serait prêt à mourir, il n'est pas même apte à vivre. » Martin Luther King

MOT DU PRESIDENT



Messieurs les Actionnaires, Chers partenaires

En ma qualité de Président du groupe et au nom de mes collègues administrateurs, j'ai l'immense plaisir de vous présenter le rapport annuel de Afriland First Group tel qu'il ressort des comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Le marché bancaire mondial a connu cette année plusieurs perturbations résultant de trois grands facteurs :

- La mondialisation des services financiers
- Les effets décalés de la crise des surprimes conjugués aux crises des dettes souveraines en Occident.
- L'environnement réglementaire en pleine mutation avec les nouvelles directives bancaires.
- La montée des risques opérationnels (fraudes, évasions fiscales...)

Ces risques opérationnels prennent de plus en plus d'importance dans notre métier, tant par leur complexité que par l'ampleur des pertes associées. C'est ainsi que le secteur financier mondial est exposé en terme de risque opérationnel à plus de 1000 milliards de dollars américains, avec des pertes effectives pour la seule année 2013 de l'ordre de centaines de milliards de dollars.

Ce nouveau segment de risque est en train de concurrencer le risque de crédit, qui reste le risque majeur de notre métier. En raison de cette montée fulgurante du risque opérationnel, notre Conseil d'Administration lui a accordé une attention toute particulière au cours de cette année 2013. Cette attention sera poursuivie et renforcée tout au long des années 2014 et 2015.

Malgré ces tendances lourdes, le développement des nouvelles technologies favorise les innovations et la concurrence dans le secteur financier mondial, qui continue de se développer significativement.

Ce phénomène est très remarqué en Afrique où l'on constate un très faible niveau de bancarisation. Une véritable course est donc engagée aujourd'hui sur le continent pour gagner des parts de marché et profiter de son potentiel de croissance. De nouveaux acteurs bancaires et financiers continuent de s'implanter et l'offre de produits bancaires et financiers se développe et se modernise. L'*ebanking*, le

mobile banking, les financements solidaires et le capital-risque sont autant d'outils qui boostent le secteur financier Africain.

Face à cette compétition de plus en plus rude dans le secteur financier, nous avons continué à développer notre activité dans le respect de notre philosophie de prudence, de niche et d'entreprise citoyenne.

C'est ainsi que nous avons assuré notre implantation en Côte d'Ivoire en décembre 2013. Le Conseil d'Administration est fier d'annoncer l'acquisition durant l'année 2013 de 96.81% d'Afriland First Bank Côte d'Ivoire. Notre ambition est de devenir un acteur majeur dans cette sous-région Afrique de l'Ouest.

Avec le soutien des autorités de Zambie et de Guinée et surtout l'appui de la DEG nous avons engagé un processus de promotion de petites fermes agricoles dans les zones rurales. Cette promotion s'étend aussi à d'autres activités créatrices de richesse en milieu défavorisé. Notre objectif pour 2018 est de sortir au moins 2 millions de personnes de la pauvreté à travers la création de richesse.

RESULTATS CONSOLIDÉS

Sur une base consolidée, Afriland First Group présente un bilan total de 2,845 millions EUR au le 31 décembre 2013 ce qui représente une augmentation de 462 millions EUR autrement dit 19% comparé à 2012. A la fin de 2013, les fonds propres globaux sont de 363 millions EUR contre 355 millions EUR en 2012. Les capitaux propres sont de 186 millions EUR au lieu de 181 millions EUR en fin 2012, ce qui représente une augmentation de 5 millions EUR soit 2% de plus que l'année précédente. En outre, les réserves pour risques bancaires généraux étaient de 187 millions d'euros par rapport à 174 millions d'euros en 2012. Le total des prêts aux clients étaient de 1'500 millions d'euros à la fin de 2013 comparé à 1'075 millions d'euros à la fin de 2012.

Le nombre de dépôts clients a augmenté de 452 millions d'euros en 2013 pour atteindre 2 195 millions d'euros. Le bénéfice net avant impôts était de 29 millions d'euros pour l'exercice 2013 par rapport à 49 millions d'euros pour l'exercice de l'année précédente. La baisse de la performance au cours de l'année est due à la restructuration dans les filiales.

RESULTATS STATUTAIRES

Sur une base statutaire (ou non consolidée), Afriland First Group a un bilan total de EUR 150,914,400 au 31 Décembre 2013, soit une augmentation de EUR 4,478,220 (+3%) par rapport à la fin de l'année 2012. A la fin de 2013, les capitaux propres sont de EUR 138,476,400 contre EUR 132,720,000 à la fin de 2012, soit une augmentation de 5,805,800 d'euros. Le bénéfice net pour 2013 s'élève à EUR 6,525,804 contre EUR 9,770,332 en 2012.

Je voudrais ici exprimer ma profonde gratitude à mes collègues du Conseil d'Administration, à tous les exécutifs de notre institution et surtout aux commandos qui n'ont ménagé aucun effort pour atteindre les résultats acquis. Je sais leur détermination, leur persévérance et leur soif de réussir

Par la grâce de Dieu, je les engage à des nouvelles batailles victorieuses pour une Afrique digne et respectée.



Le Président

REVUE DE L'ANNEE 2013

TOTAL DES ACTIFS

EUR 2'834 millions

FONDS PROPRES GLOBAUX

EUR 363 millions

CAPITAUX PROPRES

EUR 186 millions

RESERVES POUR RISQUES GENERAUX

EUR 177 millions

TOTAL DE DEPÔTS

EUR 2'193 millions

PRÊTS CLIENTS

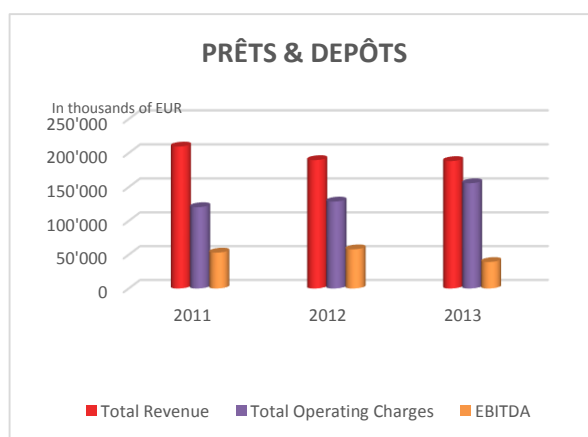
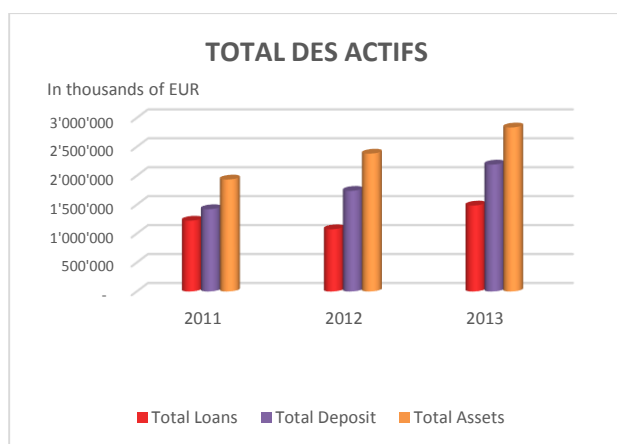
EUR 1'486 millions

REVENUS

EUR 150 millions

EBITDA

EUR 39 millions



PERFORMANCE	2011	2012	2013
-Return on Capital (ROC)	32%	36%	19%
-Return on Equity (ROE)	20%	18%	9%
-Return on Assets (ROA)	1%	1%	1%
-Cost/Income Ratio (ROA)	41%	47%	55%*

COMPLIANCE	2011	2012	2013
- Capital Adequacy Ratio (CAR)	24%	34%	25%
- Tier 1 Ratio	24%	34%	25%
- Transformation Ratio	110%	86%	90%

* La baisse des rendements pour 2013 était principalement due aux retards de paiement sur des prêts aux gouvernements, ainsi qu'à l'application des mesures prudentielles plus strictes.

NOTRE VISION

La Banque Africaine du 3^{ème} millénaire

NOTRE MISSION

Nous nous engageons à réaliser la meilleure performance économique, à l'entière satisfaction de toutes les parties prenantes, pour un développement durable.

NOS VALEURS

- *Le travail est la seule source de richesse, de croissance personnelle et d'entreprise.*
- *L'intérêt de la clientèle est notre priorité.*
- *La courtoisie, l'humilité, le développement personnel et l'information sont sources de progrès.*
- *L'épargne est la clé du progrès social et économique.*
- *Liberté, équité et responsabilité sont nos valeurs cardinales*

Vous servir est notre priorité!

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr. PAUL K.FOKAM***Président***

Dr. Paul K. FOKAM est le Président de Afriland First Group. Il est par ailleurs chercheur, fondateur et Président de l'Université panafricaine PKFokam Institute of Excellence.

Sa vision est de restaurer la dignité africaine. L'axe de ses travaux de recherche réside dans la défense et la promotion de la condition des pauvres, et leur insertion dans le processus de création de richesse.

Il a créé le modèle MC2, force motrice de création de la richesse parmi les pauvres. Ce modèle est à présent appliqué dans plusieurs pays africains, avec un succès appréciable.

Il est un auteur prolifique et est membre du Conseil d'administration de plusieurs organisations internationales dont la Mandela Endowment.

**M. ERIC DELISSY*****Membre du Conseil d'Administration & Secrétaire Général***

M. Eric DELISSY est un avocat-conseil au sein de Hornung Avocats. Il a été Secrétaire Général et Conseiller Général chez Safra Republic Holdings et chez Republic National Bank of New York (Suisse) SA ainsi que chez HSBC Republic devenu plus tard HSBC Private Bank (Suisse) SA à Genève. Il a été Membre du Conseil de Surveillance et Président de la Caisse de Pensions de HSBC Private Bank (Suisse) SA.

Actuellement il est le Président de Arcora Gestion SA et Equilibrium Wealth Advisory SA, deux sociétés de gestion d'actifs à Genève.

**M. VALERY FOKAM*****Membre du Conseil d'Administration***

M. Valery FOKAM est le Directeur Général de SITRACEL S.A depuis 2013. Il est membre du Comité de Afriland First Group Management et membre du Conseil d'Administration depuis 2009.

En 2010 il est devenu membre du Conseil d'Administration de SAAR CAMEROUN. Mr. Fokam est aussi membre du Comité d'Audit de la banque CCEI en Guinée Equatoriale depuis 2008.

**M. ELSON NG KENG KWANG*****Membre du Conseil d'Administration***

M. Ng a cumulé les fonctions de Directeur Exécutif, Directeur General Opérationnel, Directeur Général et Président Projets Stratégiques et Conseiller chez GMG Global Ltd (une société cotée sur la Bourse de Singapour) entre 1998 et 2013. Auparavant, M. Ng a enregistré 30 ans de carrière en passant par 5 banques internationales, étant resté 7 ans chez Wells Fargo Bank et 10 ans chez Bank of Hawaii où il a dirigé les Opérations Asiatiques en tant que Directeur Général Régional délégué.

**M. ALBERT NIGRI*****Membre du Conseil d'Administration***

M. NIGRI est le directeur général d'Afriland First Group et de Fortune Investment Management SA. Il est aussi administrateur de CCEI Bank GE, IBC Bank Zambie et d'Afriland First Group Management. Il était directeur des opérations chez HSBC Private Bank au Luxembourg, directeur général adjoint à Safra Republic Holdings SA et sous-directeur de la Republic National Bank de New York.

**M. JOSEPH CELESTIN TINDJOU*****Membre du Conseil d'Administration***

M. TINDJOU DJAMENI est membre du conseil d'administration de GIMAC et président de l'APEC GE. Il est actuellement président du conseil d'administration d'Afriland First Bank STP, Afriland First Bank Sud-Soudan, CCEI BANK BÉNIN, administrateur et directeur général de la CCEI BANK GE.

**M. BEN ZWINKELS*****Membre du Conseil d'Administration***

M. Bernardus ZWINKELS a été directeur des placements pour le département Private Equity de FMO. A cette occasion, il a occupé divers postes dans des sociétés dans le secteur financier de l'Afrique. Actuellement, il est président du Groupe AfricInvest, ainsi qu'administrateur de la Bank of Africa, et de la Bank of Africa Madagascar, Bank of Africa Kenya et à la NMB Bank Zimbabwe.

MEMBRES DE LA DIRECTION GENERALE

**Mr. ALBERT NIGRI*****Directeur Général***

M. NIGRI est le directeur général d'Afriland First Group et de Fortune Investment Management SA. Il est aussi administrateur de CCEI Bank GE, IBC Bank Zambie et d'Afriland First Group Management. Il était directeur des opérations chez HSBC Private Bank au Luxembourg, directeur général adjoint à Safra Republic Holdings SA et sous-directeur de la Republic National Bank de New York.

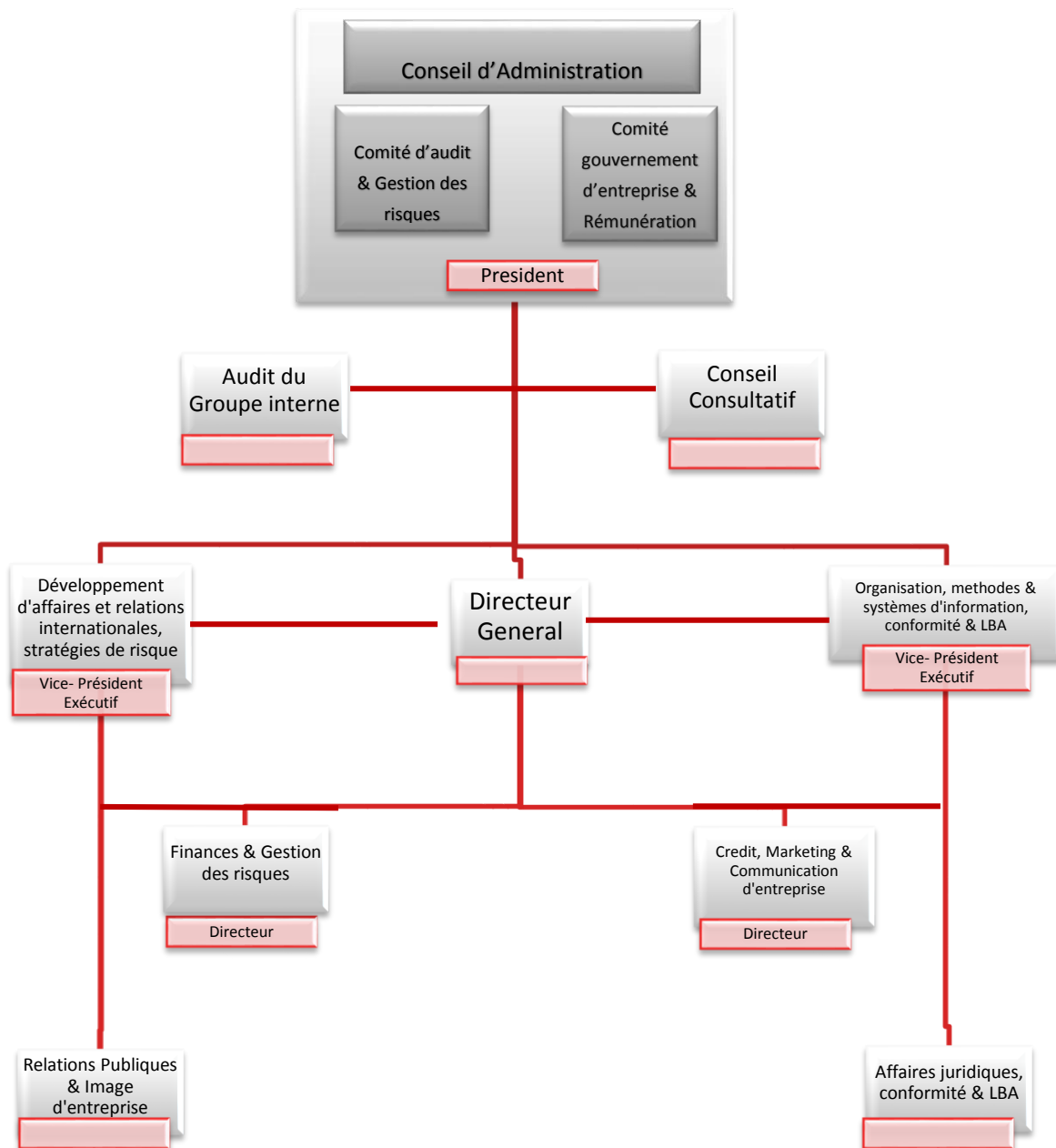
**Mr. JOSEPH TOUBI*****Vice- Président Exécutif***

M. Toubi est vice-président exécutif d'Afriland First Group depuis 2008. Il est également président du conseil d'administration d'Afriland First Bank République démocratique du Congo et administrateur d'Afriland First Bank Guinée et Afriland First Bank Côte-d'Ivoire.

**Mr. JEAN-PAULIN FONKOUA KAKE*****Vice- Président Exécutif***

M. Fonkoua est vice-président exécutif en charge de l'Organisation, des risques, des méthodes et des systèmes d'information d'Afriland First Group et président du conseil d'administration d'Afriland First Bank Cameroun. M. Fonkoua est également professeur à l'Institut PKFokam Institute of Excellence.

ORGANIGRAMME



RAPPORT DE GESTION**ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL**

Les conditions financières internationales se sont améliorées par rapport aux années précédentes. Néanmoins, l'économie mondiale a continué son expansion à un rythme lent et n'a pas atteint les projections pour 2013 que de nombreux analystes avaient faites une année auparavant: le produit mondial brut (PMB) est estimé avoir augmenté de 2,1% en 2013 tandis que la projection moyenne était de 2,4%.

Cette sous-performance de l'économie mondiale en 2013 a été observée presque partout dans le monde. Les pays développés sont toujours aux prises avec les effets de la crise financière et une économie en difficulté. Cet environnement économique implique d'importantes conséquences secondaires négatives pour les pays en développement : ils font face à une demande plus faible pour les importations, des prix des matières premières de plus en plus élevés et à des flux de capitaux d'investissement de plus en plus faibles.

Cependant, la fin de 2013 a montré quelques signes d'amélioration économique notamment au travers de la stabilisation de la zone euro et la fin du ralentissement économique dans certains pays émergents, dont la Chine. Les prévisions pour les années à venir sont une croissance du PNB de 3% pour 2014 et 3,3% pour 2015. Le taux de croissance moyen pour les pays à revenu moyen devrait rester supérieur aux estimations du PNB et le taux de croissance pour les pays les moins avancés devrait quant à lui se renforcer.

L'AFRIQUE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

Au cours des dernières années, les experts pessimistes et optimistes de l'économie africaine sont tombés d'accord sur le fait que l'Afrique est un havre de prospérité et qu'elle connaîtra une forte croissance au cours de la prochaine décennie.

Selon les statistiques de la Banque africaine de développement (BAD), le continent africain a atteint un taux de 4% de croissance en 2013. L'Afrique réalise donc le double de la moyenne mondiale, et le deuxième meilleur taux de croissance après l'Asie du Sud-Est. Néanmoins, cette performance est en baisse de 2 points de pourcentage par rapport au taux de croissance atteint en 2012 qui était de 6%.

La baisse de l'économie africaine est en partie expliquée par trois facteurs principaux:

- La croissance économique mondiale a ralenti de 2,1% en 2013 contre 2,4% en 2012. En Europe, le PIB de l'Union européenne a diminué de 0,1%, malgré un taux de croissance de 0,4% et 0,1% respectivement observé en Allemagne et en France. Le retranchement a également été observé aux États-Unis où la croissance est tombée à 1,6% en 2013.
- La sur-dépendance des économies africaines qui sont principalement des fournisseurs de matières premières pour les pays industrialisés. Cette dépendance entraîne une grande vulnérabilité de leurs économies aux fluctuations des prix mondiaux des matières premières, et touche donc directement leur équilibre budgétaire.

- La faiblesse du commerce interafricain, qui reste très fragile. En 2012, le commerce interafricain ne représentait que 11,5% du commerce total de l'Afrique (UNCTAD stat 2013). Cette situation peut s'expliquer par le peu d'infrastructures et moyens de communication offerts, le tout associé à des coûts de production élevés.

Cependant, le taux de croissance en Afrique à moyen terme reste prometteur dans le contexte de croissance mondiale attendue au cours des prochaines années.

Les prévisions de croissance pour l'économie mondiale se sont élevées à 3% pour 2014 et 3,3% en 2015 (ONU-DAES 2014), en raison d'une forte reprise économique aux États-Unis et de la poursuite de la stabilisation de la croissance dans les grands pays émergents.

Selon les estimations de la Banque africaine de développement, les taux de croissance pour les économies africaines en 2014 et 2015 seront respectivement de 4,8% et 5,7%.

Cette croissance sera soutenue par:

- L'augmentation de découverte et d'exploitation de réserves de matières premières dans le sous-sol du continent africain couplée avec des prix élevés des produits alimentaires de base.
- Le flux d'investissements privés et publics en Afrique qui permettra d'améliorer la capacité de production. En 2013, l'Afrique a reçu USD 57 milliards de dollars sous forme d'investissements étrangers directs (14%) et 55 milliards USD sous forme d'aide publique au développement.
- La prise de conscience d'une partie de la diaspora africaine déterminée à devenir un véritable acteur économique dans les différents pays et le continent. Outre le retour de plusieurs personnes hautement qualifiées dans leur pays d'origine, la diaspora est l'élément qui contribue le plus aux ressources financières du continent. Le montant des transferts de fonds vers l'Afrique a augmenté de 5% entre 2012 et 2013 pour s'établir à 65 milliards de dollars, 40% en provenance d'Europe et 28% des États-Unis. Dans certains pays africains, le montant des transferts de fonds de la diaspora est plus important que le montant alloué par l'aide publique au développement.
- La demande intérieure qui renforce la croissance. L'Afrique sub-saharienne a une population d'environ 900 millions d'habitants. Il s'agit d'une population majoritairement jeune avec plus de 40% âgé de moins de 15 ans. Le taux de croissance de la population est d'environ 2,5% pour les plus de 10 ans. A ce rythme, l'Afrique aura plus de 2 milliards d'habitants en 2050, un véritable moteur de la croissance. Selon la Banque Africaine de Développement (BAD), la consommation intérieure a contribué à une croissance du PIB de 3,3% en moyenne, contre seulement 1,2% pour les investissements. Cela permettra de renforcer l'émergence d'une véritable classe moyenne et une amélioration significative de la qualité de vie.

La croissance devrait se poursuivre avec vigueur en 2014 dans les 5 principales sous-régions d'Afrique. La plus forte croissance est attendue en Afrique de l'Ouest avec un taux de croissance de 7,2% sur un an. En Afrique centrale, la BAD prévoit une croissance de 6,2% pour 2014. Pour l'Afrique de l'Est, elle anticipe une croissance de 6%. La BAD prévoit une croissance de 3,1% en Afrique du Nord et 4% pour l'Afrique australe en 2014.

L'année 2012 a été marquée par la reprise économique en Côte-d'Ivoire. Le pays a affiché un taux de croissance de 9,8%, une performance remarquable pour un pays sortant d'une crise majeure. Le pays a continué à se redresser en 2013, avec un taux de croissance estimé à 8,8%. Les perspectives sont assez prometteuses pour une poursuite de la reprise en raison de grands projets d'infrastructure qui devraient maintenir la croissance à un taux de 9% en moyenne pour 2014 et 2015. Ceci sera notamment réalisable grâce aux réformes entreprises et à l'amélioration du climat des affaires sociales.

Le Nigeria a enregistré une croissance remarquable au cours des dernières années. En 2013, elle est estimée à 7,4% après avoir été de 6,7% en 2012. La croissance du Nigeria est soutenue par le secteur non pétrolier et une croissance du PIB réel de 8,3% et de 7,8% en 2012 et 2013 respectivement, à travers des activités telles que l'agriculture, le commerce et les services.

La performance du secteur pétrolier a été faible en 2013, avec des taux de croissance annuels estimés à 5,3% en 2013. Ceci est le résultat d'une insécurité croissante.

Toutefois, selon les estimations de la BAD, l'économie nigériane devrait se renforcer si l'économie mondiale se renforce.

En Afrique centrale, le taux de croissance a été de 4,8% pour le Cameroun, 4,2% pour la République Centrafricaine, de 12,3% pour le Congo, 7,8% pour le Gabon, 11,6% pour le Tchad et 0,6% pour la Guinée équatoriale.

Avec un taux de croissance de 4,8% en 2013, le Cameroun a fait un léger bond en avant d'un point de pourcentage par rapport à 2012, année où il a atteint un taux de 4,6% de croissance. Ce rebond est dû aux grands projets qui devraient fournir des infrastructures plus adaptées au pays et développer sa capacité énergétique.

En Guinée équatoriale, la production d'hydrocarbures représente 85% du PIB. L'économie est entrée en récession en 2013, affichant un taux de croissance négatif estimé à -1,4%, après une croissance de 5,3% en 2012. La performance économique du pays devrait encore se détériorer en 2014 et 2015 avec une croissance négative (-1,8 % et -8,5%, respectivement). Dans une économie largement dominée par le secteur pétrolier, la récession est le résultat d'une diminution de la production de pétrole et de gaz, et d'une baisse des recettes pétrolières. La production de pétrole a baissé en 2014 de 12,4% après une baisse de 20% en 2013.

En République du Congo, la croissance est soutenue par l'expansion du secteur non pétrolier (+8,9%). Une légère baisse de la production de pétrole de 2,6% en 2013 contre 9,6% en 2012 est observée. Une forte croissance est attendue dans le secteur secondaire (12,8 %).

Au Tchad, la reprise de l'exploration et de la production de pétrole va stimuler la croissance. Le secteur primaire connaîtra un taux de croissance de 24,4% en 2014 contre 3% en 2013. C'est le développement de l'agriculture qui contribuera également à cette croissance. Le secteur secondaire devrait croître quant à lui de 3,7% en 2014 après une croissance à 2 chiffres en 2013 (16,9%).

En République Centrafricaine, le manque de sécurité a affecté négativement les agrégats économiques avec une baisse du PIB de 17,9% dans le secteur primaire en 2013. Il est prévu une stabilisation économique en 2014 avec une croissance de 0,7% en 2014.

Le Gabon va connaître une forte croissance en 2014 qui s'explique par la performance de secteur non pétrolier, de 9,9% en 2014 après un taux de croissance de 9,6% en 2013. Il est prévu que le secteur secondaire croisse de 12,1% en 2014 après 10,6% en 2013.

L'économie de la République Démocratique du Congo est restée forte en 2013 avec une croissance de 8,1% (contre 7,2% en 2012), grâce à l'exploitation minière, le commerce, la construction et l'agriculture. La croissance du PIB réel de la Zambie demeure robuste, mais a été plus faible que prévu avec un taux de 6,5% en 2013. Ceci a été causé par de mauvaises récoltes associées à la volatilité des prix du cuivre.

L'investissement dans le secteur minier a continué à soutenir d'autres secteurs, notamment la construction, les transports et l'énergie. A moyen terme, la croissance devrait atteindre 7,1% en 2014 et 7,4% en 2015, tandis que l'inflation devrait tomber au-dessous du niveau de 2013.

Le taux de croissance de l'économie du Libéria est de 8,1% en 2013. Cette croissance est tirée par l'augmentation des exportations de minerais de fer, une amélioration des infrastructures et un secteur des services fort. Selon les prévisions des experts, le produit intérieur brut réel devrait augmenter de 6,8% en 2014 et 8,2% en 2015, en raison de la production accrue de minerais de fer et de l'investissement étranger direct.

L'économie de São Tomé et Príncipe a progressé de 4,3% en 2013, contre 4% en 2012, un niveau qui est inférieur à la prévision initiale pour 2013 (5,2%). À moyen terme, on s'attend à ce que la situation économique s'améliore légèrement, avec un taux de croissance du PIB estimé à 4,8% pour 2014 et 5,6% pour 2015. Le secteur des services reste le principal moteur de l'économie et représente 60% du PIB en 2012, devançant l'agriculture (22,5%).

La croissance en Guinée est estimée à 2,0% en 2013, contre 3,9% en 2012. Ce ralentissement est le résultat des mouvements de protestation politique relatifs à l'organisation des élections, mais aussi à la baisse des investissements dans le secteur minier. En 2014, la croissance devrait s'élever à 4,2%, soutenue par la performance de l'agriculture, l'amélioration des infrastructures et une meilleure alimentation.

ENVIRONNEMENT BANCAIRE

La crise des *subprimes* de 2008 et la crise consécutive des dettes souveraines européennes de 2012 à 2013, ont profondément modifié le secteur bancaire et les stratégies des différents acteurs. Afriland First Group s'est adaptée à ces nouvelles exigences réglementaires et environnementales. Tout en faisant de notre priorité les besoins de nos clients et partenaires, notre groupe a dû adapter sa stratégie commerciale en tenant compte de ces évolutions.

Cette nouvelle donne offre aussi des opportunités et des défis dans le secteur bancaire en général et pour notre groupe en particulier.

TRANSFORMATION DE L'INDUSTRIE BANCAIRE EN RÉPONSE À LA CRISE FINANCIÈRE

Les nouvelles exigences et l'évolution réglementaire régissant le capital, l'endettement, la liquidité et la planification, ainsi que les démarches prises par les banques pour s'y conformer, ont été essentiels à la création d'un système financier plus sûr et plus résistant. Depuis les dernières crises financières, les régulateurs et les banques du monde entier ont travaillé à réduire sensiblement les risques systémiques liés à des défaillances bancaires, afin de s'assurer que des futurs plans de sauvetage gouvernementaux ne seront pas nécessaires. Il existe des préoccupations distinctes et, parfois, des exigences contradictoires provenant de différentes juridictions et autorités de réglementation. Dans ce contexte il est difficile pour les banques internationales de rester compétitives. Cependant, il apparaît aujourd'hui une tendance à une convergence réglementaire.

LES TENDANCES, POSSIBILITÉS DE CROISSANCE ET DÉFIS POUR L'INDUSTRIE

En dépit de ces grands changements, il existe des possibilités de croissance intéressantes dans le secteur des services financiers, en particulier sur le continent africain. Couplé au progrès technologique, le

paysage des affaires en Afrique est en train de changer à un rythme rapide, ce qui le rend particulièrement intéressant. Les nouveaux participants sous la forme d'institutions financières non bancaires ont pénétré le marché, et ont déjà pris des parts de marché aux banques traditionnelles. Cette évolution est un nouveau défi et oblige les institutions bancaires traditionnelles à redéfinir leurs activités de prêts et de banque de détail.

En tant que groupe possédant un riche patrimoine, Afriland se distingue de ces nouveaux concurrents compte tenu de notre expérience dans le secteur bancaire et de notre réseau sans cesse croissant, nos clients qui placent leur confiance dans le groupe comme partenaire financier, ainsi que nos employés qui fournissent des services et des produits de haute qualité. L'un des principaux défis pour le groupe dans un proche avenir sera de mettre en œuvre des solutions technologiques qui rendront les fonctionnalités du réseau et des ressources facilement disponibles pour nos clients afin de s'assurer que les données financières nécessaires pour leur entreprise leur sont livrées rapidement et efficacement. Afriland a été au service de sa clientèle entreprise et des entrepreneurs depuis sa création en 1988. Par conséquent, notre cœur de métier est d'accompagner les entrepreneurs et en particulier les entrepreneurs de PME dans le développement de leur entreprise et l'obtention d'une stabilité financière. En outre, en tant qu'employeur et investisseur, Afriland apporte une participation solide à l'économie et à l'emploi en Afrique.

AFRILAND: LES PROGRÈS ET LES RÉALISATIONS EN 2013

Tout au long de son histoire, Afriland a fait évoluer son modèle d'affaires et la structure organisationnelle en fonction de l'évolution des besoins des clients, de la réglementation et des conditions de marché. En 2013, nous avons fait des progrès substantiels dans l'exécution de notre stratégie et le renforcement de notre plan stratégique sur 5 ans.

Nous avons renforcé la présence de notre groupe en procédant à l'achat d'Afriland First Bank Côte-d'Ivoire via la reprise de 96% des actions d'Access Bank, plc, du Nigéria. Cette acquisition nous a permis de mettre un pied dans le plus grand marché de l'Afrique de l'Ouest.

Outre la Côte-d'Ivoire, nos banques en Afrique de l'Ouest ont continué à faire des progrès et ont rencontré une forte croissance. En tant que tel, le Libéria et la Guinée ont considérablement bien performé en prenant deux années d'avance sur notre plan de projection de croissance.

Nos opérations au Sud-Soudan qui ont débuté à la fin de 2012 sont devenues rentables au cours du premier exercice en 2013. Néanmoins, nous avons connu des difficultés dans ce pays en raison de la guerre civile qui a commencé à la fin de 2013. Nous espérons que la paix reviendra bientôt dans ce pays avec un grand potentiel de croissance et de développement économique.

En Afrique centrale, les banques restent en positions de leader sur le marché, notamment en Guinée Equatoriale et au Cameroun. Notre banque suit une expansion au même rythme que le taux de croissance de ces pays. Nous gagnons de plus grandes parts de marché dans ces pays. Par exemple, notre portefeuille de prêts a augmenté de plus de 25% en 2013 avec pour raison principale les nouvelles opportunités d'affaire et une expansion des entreprises actives dans ces pays. Bien que les prêts non performants aient augmenté, nous pensons que cette hausse est principalement due à des événements temporaires qui ne seront plus présents en 2014.

Dans le sud de l'Afrique, notre filiale zambienne, Intermarché Banking Corporation, a, pour la première fois de son histoire, enregistré des bénéfices d'exploitation. Nous espérons développer encore plus cette activité. Les nouveaux apports en capital permettront de renforcer le dynamisme du groupe dans le futur.

En même temps, nous avons renforcé la capacité de gestion du groupe avec le recrutement de cadres hautement qualifiés, qui sont nécessaires à la réussite du groupe. En outre, nous avons en partenariat

avec l'Institut PKFokam d'Excellence développé et créé la première « Business Academy ». Elle est notre propre académie d'excellence en affaires où nos cadres à fort potentiel iront renforcer et rafraichir leurs connaissances et capacités.

CRÉER DE LA VALEUR POUR NOS CLIENTS ET ACTIONNAIRES

Nous sommes convaincus que l'évaluation constante de notre stratégie, combinée à la réussite de l'implémentation de nos nouvelles unités bancaires, permettront d'atteindre notre objectif de rentabilité des capitaux propres de 20-25% dans les années à venir.

En ligne avec la stratégie de transfert de ressources sur la croissance des activités stables, nous concentrons désormais notre énergie dans l'obtention de revenus récurrents. Cela devrait nous permettre de réduire encore les coûts ainsi que les risques d'investissement et d'endettement dans des activités non stratégiques. Ceci représente une étape importante vers une répartition plus équilibrée du capital.

Nous sommes actifs et entendons le demeurer dans les marchés à forte croissance. Nous avons entrepris des efforts ces dernières années pour améliorer la rentabilité et le retour sur investissement dans un environnement opérationnel en pleine évolution, tout en continuant à placer les besoins de nos clients en premier. Pour conserver la confiance de nos clients, actionnaires et autres parties prenantes, nous devons constamment atteindre nos objectifs financiers et stratégiques.

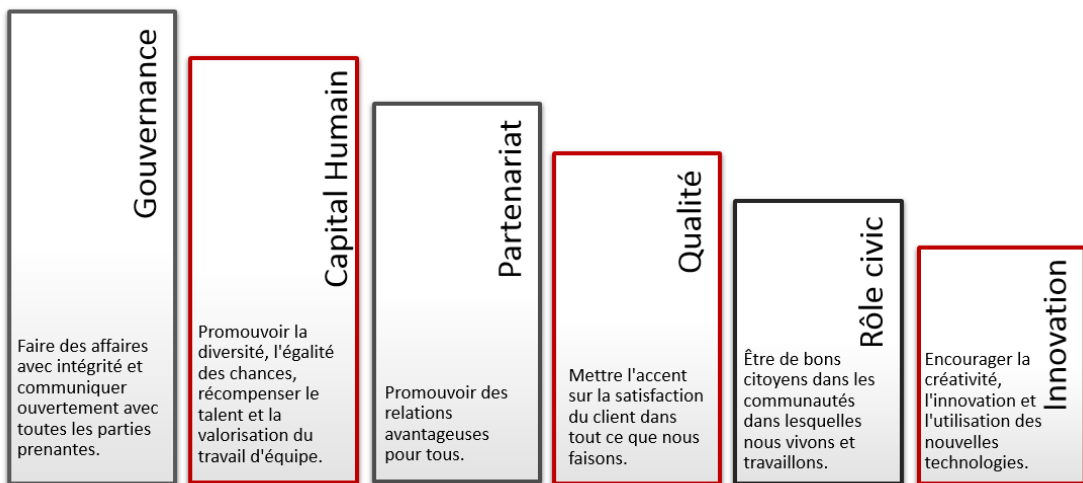
Bien que le secteur bancaire ait déjà connu une transformation importante depuis le début de la crise, on prévoit que le paysage de l'industrie va continuer à évoluer. Avec notre stratégie constamment mise à jour, nous sommes convaincus que nous pouvons continuer à nous adapter à ces changements tout en agissant en partenaire solide et fiable.

Nous tenons à remercier nos actionnaires et nos clients pour leur fidélité à Afriland et pour la confiance qu'ils nous ont accordée en 2013. Nous tenons également à remercier tous nos employés pour leur engagement et leur contribution à la réussite de nos activités courantes.

Albert Nigri

Directeur Général

Nous sommes le partenaire privilégié pour le financement à long terme, un facteur clé du développement



NOS PROJETS FUTURS

Nous avons défini les principes directeurs pour 2014-2016, de manière à contribuer à la pérennité et au développement d'Afriland First Group. Ces principes sont les suivants:

- Maintenir la tendance de forte rentabilité des entités existantes
- Réussir dans le processus d'implémentation au vu des nombreuses opportunités d'expansion géographique encore possible
- Profitez de notre réseau pour accélérer la croissance
- Obtenir le financement nécessaire, pour soutenir la forte croissance interne et externe
- Développer notre démarche pour devenir un groupe bancaire africain leader sur la scène africaine.



«Ce ne sont pas les richesse qui font le bonheur mais l'usage que l'on fait. »



« Nous vivons au milieu d'une mer de pauvreté. Néanmoins, on peut réduire cette mer. Notre travail n'est qu'une goutte dans un seau, mais cette goutte est nécessaire. »

ETATS FINANCIERS 2013

Afriland First Group SA, Neuchâtel

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

	<u>Notes</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
ACTIF			
<i>ACTIF CIRCULANT</i>			
Liquidités	4	686,555,180	782,505,875
Créances résultant de papiers monétaires		14,684,288	17,859,682
Créances sur les banques		351,554,399	303,087,211
Créances sur la clientèle, net de provision	5	1,485,669,588	1,075,046,085
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	6	68,679,129	15,811,341
Immobilisations financières, net de provision	7	67,256,043	44,572,609
Comptes de régularisation		10,700,607	11,667,661
Autres actifs		26,237,555	22,622,571
<i>Total actif circulant</i>		<i>2,711,336,789</i>	<i>2,273,173,035</i>
ACTIF A LONG TERME ET IMMOBILISATIONS			
Participations non consolidées	3.2	586,589	632,143
Immobilisations, net d'amortissement	2.2	68,281,963	56,262,377
Actifs incorporels, net d'amortissement	2.1 / 3.2	54,421,600	52,469,979
<i>Total actif à long terme et immobilisations</i>		<i>123,290,152</i>	<i>109,364,499</i>
TOTAL ACTIF		2,834,626,941	2,382,537,534

Afriland First Group SA, Neuchâtel

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

	<u>Notes</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<u>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</u>			
<i>PASSIF A COURT TERME</i>			
Engagements résultant de papiers monétaires		8, 332,198	12, 731,987
Engagements envers les banques		67, 834,477	68, 430,092
Engagements envers la clientèle sous forme d'épargne et de placement		415, 518,959	404, 124,769
Autres engagements envers la clientèle	8	1,778,057,471	1,335,153,314
Emprunts envers des tiers		762,325	2, 230,168
Obligations de caisse		138, 114,860	130, 127,974
Comptes de régularisation		13, 225,302	18, 500,653
Autres passifs		18, 725,242	32, 699,591
Correctifs de valeurs et provisions		32, 464,075	19, 838,240
<i>Total passif à court terme</i>		<i>2,473,034,909</i>	<i>2,023,836,788</i>
 <i>PASSIF A LONG TERME:</i>			
Ecart d'acquisition négatif	2.1/3.2	562,084	1, 146,881
Emprunts envers des tiers		-	762,325
Prêts envers les actionnaires		568,029	364,217
Ecart de conversion	3.3	(1, 866,392)	726,952
<i>Total passif à long terme</i>		<i>(736,279)</i>	<i>3,000,375</i>
 Réserves pour risques bancaires généraux		 176, 671,847	 174, 259,329
 <i>CAPITAUX PROPRES :</i>			
Capital actions		92, 630,084	92, 630,084
Réserve générale		962,918	390,955
Réserves issues du bénéfice	3.2	36, 069,119	27, 484,463
Résultat de l'exercice		9, 364,655	22, 560,736
Part des minoritaires	3.1	46, 629,688	38, 374,804
<i>Total capitaux propres</i>		<i>185, 656,464</i>	<i>181, 441,041</i>
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		2, 834,626,941	2, 382,537,534

Afriland First Group SA, Neuchâtel

HORS BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

ENGAGEMENTS CONDITIONNELS ET ENGAGEMENTS IRREVOCABLES**Engagements conditionnels**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Engagements conditionnels	473, 691,325	380, 874,065

Emprunts à long terme

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Autres engagements liés à l'emprunt à long terme envers des tiers.	Pour mémoire	Pour mémoire

En 2009, la Société avait contracté un emprunt de FCFA 6 milliards envers un tiers, dont FCFA 4 milliards (EUR 6, 098,890) ont été souscrits en 2009 et 2010. La Société a souscrit en plus pour FCFA 850 millions en 2012. L'emprunt a une durée totale de 60 mois et porte un intérêt de 8% par an. L'encours au 31 décembre 2013 est de CHF 0.9 million (FCFA 0.5 milliard ou EUR 762,325) (2012 : CHF 3.3 millions ou FCFA 2.2 milliards ou EUR 2, 794,897). La date de maturité du montant dû au 31 décembre 2013 est le 30 juin 2014.

En cas de non-remboursement du prêt, le tiers avait le droit de convertir les encours en actions d'Afriland First Group SA au prorata temporis avec un multiple de 1.7 fois la valeur comptable de la Société. La première date d'exercice de ce droit de conversion était le 31 janvier 2011. La deuxième date d'exercice de ce droit de conversion était le 31 janvier 2013. Ce droit n'a pas été exercé du fait des remboursements intervenus.

Intermarket Banking Corporation (Zambia) Ltd

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Engagement irrévocable pour l'achat de Intermarket Banking Corporation (Zambia) Ltd	581,141	605,382

Le 9 octobre 2009, la Société s'était engagée irrévocablement à souscrire à 3'390'921 actions ordinaires d'Intermarket Banking Corporation (Zambia) Ltd, ce qui représente 19.95% des actions ordinaires émises par cette banque. Il avait été convenu entre les deux parties que 3 ans après la date de réalisation de cet engagement (5 mars 2010), soit le 4 mars 2013, un montant d'USD 800'000 devrait être payé. Cependant, ce montant n'a pas été payé en 2013.

Afriland First Group SA, Neuchâtel

HORS BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

En effet, la réglementation en Zambie empêche Afriland First Group SA de détenir 100% des titres de propriété d'une banque locale, étant donné que le Groupe n'est pas coté en bourse. De ce fait, l'engagement d'acheter le restant des 19.95% d'actions ordinaires de la banque a été suspendu.

Les parties prenantes au contrat avaient également décidé de mettre en place une option de vente par laquelle Afriland First Group SA accordait irrévocablement au vendeur une option de vente sur les actions restantes. L'option devait être, en cas d'exécution, égale à 19.95% de 1.25 fois la valeur comptable de la banque au 4 mars 2013. Le vendeur aurait eu le droit d'exercer l'option de vente pendant une période de 3 mois à partir de cette date.

Les parties s'étaient mises d'accord pour une option d'achat, par laquelle le vendeur garantit irrévocablement à Afriland First Group SA une option d'achat pour les actions restantes qui auraient été égales au prix de l'option de vente.

Le 5 septembre 2012, le Conseil d'Administration d'Afriland First Group SA a décidé d'accorder une garantie à cette filiale d'un montant d'USD 1.5 millions pour financer un prêt. Cette garantie a été annulée et remplacée en décembre 2012 par une autre garantie d'USD 1.2 millions en faveur du *Workers Compensation Fund* en Zambie pour une période d'un an. Cette dernière garantie n'a pas été renouvelée durant l'année 2013.

Afriland First Group n'a plus d'engagement au 31 décembre 2013.

Afriland First Group SA, Neuchâtel

COMPTES DE PERTES ET PROFITS CONSOLIDE
 POUR L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2013
 (avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

	<u>Notes</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊTS			
Produit des intérêts et des escomptes		139, 601,943	139, 005,160
Produits des intérêts et des dividendes des portefeuilles destinés au négoce		56,749	205,969
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		238,692	438,457
Charges d'intérêts		(30, 463,133)	(29, 583,668)
<i>Sous-total résultant des opérations d'intérêts</i>		<i>109, 434,251</i>	<i>110, 065,919</i>
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE COMMISSIONS ET DES PRESTATIONS DE SERVICE			
Produit des commissions sur les opérations de crédit		15, 249,781	13, 112,474
Produit des commissions sur les opérations de négoce de titres		1, 050,862	1,145,919
Produit des commissions sur les autres prestations de service		15, 338,138	20, 075,410
Charges de commissions		(211,225)	(7,365)
<i>Sous-total résultant des opérations de commissions et des prestations de services</i>		<i>31, 427,556</i>	<i>34, 326,438</i>
<i>Sous-total résultant des opérations de négoce</i>		<i>893,838</i>	<i>604,933</i>
Autres résultats ordinaires:			
Autres produits ordinaires		9, 445,935	10, 481,673
Autres charges ordinaires		(1, 044,641)	(1, 321,261)
<i>Sous-total résultant des autres résultats ordinaires</i>		<i>8, 401,294</i>	<i>9, 160,412</i>
<i>Résultat d'exploitation</i>		<i>150, 156,939</i>	<i>154, 157,70</i>

Afriland First Group SA, Neuchâtel

COMPTES DE PERTES ET PROFITS CONSOLIDÉ
 POUR L'EXERCICE ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013
 (avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

	<u>Notes</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
CHARGES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel		(16, 264,863)	(14, 142,282)
Autres charges d'exploitation		(45, 569,143)	(34, 307,280)
<i>Total charges d'exploitation</i>		(61, 834,006)	(48, 449,562)
BÉNÉFICE BRUT			
		88, 322,933	105, 708,139
Amortissements et pertes sur l'actif immobilisé	3.2/3.3	(9,884,792)	(8,601,191)
Correctifs de valeurs, provisions et pertes		(55,217,341)	(51,508,048)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			
		23,220,800	45,598,900
Quote part de résultat dans les participations mises en équivalence	3.2	192,698	238,252
Produits exceptionnels		6, 094,070	4, 353,706
Charges exceptionnelles		(181,290)	(828,405)
Résultat avant impôts et taxes			
		29,326, 278	49, 362,453
Impôts et taxes		(11, 970,861)	(16, 267,888)
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
		17, 355,417	33, 094,565
<i>y compris la part des intérêts des minoritaires</i>		7, 990,762	10, 533,829

Afriland First Group SA, Neuchâtel

NOTES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDES
DE L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

1- ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Afriland First Group SA, Neuchâtel (« la Société ») a été créé le 19 mars 2008. Sa principale activité est l'achat, la détention, la gestion d'investissements et de participations. La Société investit dans des institutions bancaires déjà existantes ou en cours de création en Afrique.

Le Groupe Afriland First Group SA a déménagé au 7 Route des Falaises, 2000 Neuchâtel (le précédent siège était à Haldenstrasse 5, CH 6342 Baar jusqu'au 30 décembre 2013). Le Groupe a établi pour la première fois des comptes annuels consolidés le 31 décembre 2009.

2- RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Généralités

Les principes de consolidation utilisés dans la préparation des états financiers consolidés du Groupe sont en conformité avec les règles du Code des Obligations suisse.

Les comptes consolidés d'Afriland First Group (AFG) 2013 sont issus des comptes annuels audités de la holding et de ses filiales au 31 décembre 2013.

La présentation des comptes annuels a été optimisée de façon à donner une meilleure vision des activités bancaires et opérationnelles du Groupe.

2.2 Autres principes comptables

Les immobilisations : Les installations et les équipements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ou de production interne, après déduction des amortissements cumulés.

Les frais d'établissement et les autres frais immobilisés sont comptabilisés à leur coût d'acquisition incluant les frais de dépôts et de protection après déduction des amortissements cumulés. Le goodwill est amorti sur une période de 20 ans.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire selon des durées d'utilisation présumées, aux taux suivants:

	<u>Taux annuel</u>
Frais immobilisés	20%
Agencements et installations	5%-10%
Goodwill issu de participation	5%
Matériel de bureau	10%-25%
Matériel de télécommunication	25%
Matériel informatique	33.33%
Matériel de transport	25%

Afriland First Group SA, Neuchâtel

NOTES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS
DE L'EXERCICE ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

3- PRINCIPES DE CONSOLIDATION

3.1 Périmètre de consolidation

Les filiales détenues à plus de 50%, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les postes de l'actif et du passif, les charges et les produits sont repris à (100%). La part des actionnaires minoritaires des réserves et du bénéfice net (intérêts minoritaires) est indiquée séparément dans le bilan consolidé et dans le compte de résultat consolidé.

Les acquisitions minoritaires, les investissements en cours ainsi que ceux détenus à moins de 20%, sont indiqués au prix d'acquisition après déduction des provisions nécessaires.

Les filiales détenues de 20% à 50% du total des droits de vote sont soumis à la méthode de mise en équivalence. Une participation est initialement enregistrée au coût d'acquisition, elle est ensuite ajustée en fonction de la quote-part du résultat net de l'entreprise.

3.2 Participations consolidées

Le pourcentage d'actions détenues par le Groupe parmi ses huit filiales consolidées selon la méthode de l'intégration globale, et une filiale (Afriland First Bank du Sud Soudan) selon la méthode de mise en équivalence sont:

	% de détention au 31 décembre 2013			% de détention au 31 décembre 2012			Auditeurs
	Direct	Indirect	Total	Direct	Indirect	Total	
Afriland First Bank, Yaoundé, Cameroun	73.68	-	73.68	73.68	-	73.68	Audité par Deloitte & Touche/Hubert Feze
CCEI Bank GE, Malabo, Guinée Equatoriale	52.13	10.26	62.39	52.13	10.26	62.39	Audité par Hubert Feze & Universal Consulting
Afriland First Bank CD Sàrl, Kinshasa, République démocratique du Congo	70.70	10.19	80.89	70.70	10.19	80.89	Audité par PricewaterhouseCoo pers
Afriland First Bank STP, Sao Tomé, Sao Tomé	61.20	21.40	82.60	61.20	21.40	82.60	Audité par CGIC- Afrique
Intermarket Banking Corporation (Zambia) Limited Lusaka, Zambie	79.79	-	79.79	79.79	-	79.79	Audité par Deloitte & Touche
Afriland First Group Management SA, Genève, Suisse	85.00	-	85.00	85.00	-	85.00	Audité par Fiduciaire Rochat SA

Afriland First Group SA, Neuchâtel

NOTES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS
DE L'EXERCICE ARRETÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

	% de détention au 31 décembre 2013			% de détention au 31 décembre 2012			Auditeurs
	Direct	Indirect	Total	Direct	Indirect	Total	
Afriland First Bank Libéria	74.00	-	74.00	74.00	-	74.00	Audité par PKF Liberia, Accountants & business advisers
Afriland First Bank Guinea, Conakry, Guinée	55.00	-	55.00	55.00	-	55.00	Audité par Fiduciaire Internationale d'Audit -Guinee
Afriland First Bank South Sudan, Juba, Sud Soudan	16.00	8.50	24.50	16.00	8.50	24.50	Audité par Goldstar & Partners
Afriland First Bank, Abidjan, Côte d'Ivoire	96.81	-	96.81	-	-	-	Audité par KPMG CI, Afrique Audit & Consulting

Nouvel investissement au Bénin

La Société a souscrit à hauteur de 51% du capital action dans la nouvelle entité nouvellement créé, CCEI Benin, en libérant 25% de leur part du capital action, soit FCFA 1'300 million (EUR 1.98 million) en date du 22 juillet 2013. Cette entité n'a pas d'activité opérationnelle et n'a pas encore reçu de licence bancaire. Elle n'a donc pas été consolidée au 31 décembre 2013.

Nouvel investissement en Côte d'Ivoire

En 2012, la Société a payé une avance de USD 1, 000,000 (CHF 912,520) à Access Bank Plc, Nigeria pour un investissement potentiel dans Access Bank Côte d'Ivoire. En 2013, la Société a déposé sur un compte séquestre un acompte de EUR 3, 414,200 ou CHF 4, 184,102 durant l'année 2013, en complément de l'avance versée en 2012 (EUR 9,146,342 ou CHF 11,051,068).

Au cours du 4ème trimestre 2013 et après avoir obtenu l'approbation de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Afriland First Group a acquis 96.81% d'Access Bank Côte d'Ivoire qui était détenu par Access Bank Plc, Nigeria. Access Bank Côte d'Ivoire a modifié sa raison sociale pour Afriland First Bank Côte d'Ivoire. Ces dépôts ont été utilisés le 17 décembre 2013 pour recapitaliser Afriland First Bank, Côte d'Ivoire, à hauteur de CFA 8.169 milliards, suite à l'approbation de cette transaction par le Ministère de l'Economie et de la Finance de Côte d'Ivoire. Access Bank Côte d'Ivoire est donc consolidé selon la méthode de l'intégration globale à compter du 17 décembre 2013.

Avant de procéder à la recapitalisation, Access Bank Plc, Nigeria a consenti un prêt à Afriland First Group d'un montant de XOF 9,140,490,000, ceci afin de permettre la couverture des créances compromises inscrites dans les comptes de l'Access Bank Côte d'Ivoire. Ce prêt sera remboursé uniquement par les recouvrements des créances compromises.

Afriland First Group SA, Neuchâtel

NOTES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDES
DE L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

3.3 Principes de consolidation

Date de clôture : la date de clôture pour toutes les sociétés est le 31 décembre.

Conversion de devises : L'euro est la monnaie fonctionnelle ainsi que la monnaie de présentation des états financiers consolidés du Groupe. Les états financiers des filiales ont des monnaies de présentations différentes. Le tableau ci-dessous reprend la monnaie de présentation de chaque filiale:

FCFA (XAF, XOF)	Afriland First Bank Cameroon, CCEI Bank GE, Afriland First Bank Côte d'Ivoire
STP	Afriland First Bank Sao Tomé
CDF (RDC)	Afriland First Bank Democratic Republic of Congo
ZMK	Intermarket Banking Corporation (Zambia) Ltd
LRD	Afriland First Bank Liberia
GNF	Afriland First Bank - Conakry
SSP	Afriland First Bank South Sudan
CHF	Afriland First Group Management SA

Les actifs et passifs monétaires détenus à la date du bilan en une autre devise que l'Euro sont convertis aux taux de clôture. Les produits et les charges en devises étrangères sont convertis au taux annuel moyen. L'écart de conversion (gains ou pertes) provenant de cette variation de taux de change est présenté au bilan.

Les taux de clôture et taux moyen annuel sont:

CCY	Taux clôture 31.12.2013	Taux moyen 2013	Taux clôture 31.12.2012	Taux moyen 2012
FDC/ EUR	1,248.580	1,202.660	1'193.370	1'163.025
STP/ EUR	24,471.400	24,139.621	24'506.800	24'362.077
CHF/ EUR	1.226	1.231	1.207	1.220
FCFA/EUR	656.000	656.000	656.000	656.000
ZMK/EUR	7.126	6.943	6'851.870	6'517.041
USD/EUR	1.377	1.328	1.321	1.285
LRD/EUR	111.436	101.076	95.147	94.097
SSP/EUR	4.075	4.439	3.050	3.104
GNF/EUR	9,483.16	9,214.06	9'194.860	9'042.080

Afriland First Group SA, Neuchâtel

NOTES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDES
DE L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

Elimination des soldes et transactions intragroupe : Toutes les opérations qui conduisent à la création de produits et de charges entre la société mère et les filiales, ou entre les filiales sont éliminées.

Toutes les opérations intragroupe comme les dettes, les créances, les provisions entre la société mère et les filiales, ou entre les filiales sont éliminées.

Goodwill / Badwill : Lors de la première consolidation de chaque filiale et, le cas échéant, à la date où AFG a acheté des actions supplémentaires, un écart d'acquisition (goodwill ou badwill), est calculé en prenant la différence entre le prix d'achat de la participation (valeur de marché) et la valeur comptable, comme indiqué sur la comptabilité d'Afriland First Group SA. L'écart positif est enregistré dans la catégorie des «actifs incorporels» et amorti sur une période de 20 ans. L'écart négatif, appelé «badwill» est enregistrée dans la catégorie «passifs incorporels" et repris sur une période de 5 ans.

Réserves dans les capitaux propres : Elles proviennent principalement des bénéfices du Groupe. Dans la mesure où le Groupe n'a pas reçu les informations détaillées de la part de ses filiales concernant la nature des réserves, provenant du capital ou du bénéfice, nous avons reclassé les réserves issues du capital en réserves issues du bénéfice.

4- LIQUIDITES

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Compte courant auprès des banques centrales	627,822,003	718,309,402
Caisse	58,733,177	64,196,473
Total liquidités	686,555,180	782,505,875

5- CREANCES SUR LA CLIENTELE, net de provisions,

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Créances brutes sur la clientèle	1,326,926,767	1,041,647,304
Créances impayées et douteuses	275,637,204	103,271,835
Provisions	(116,894,383)	(69,873,054)
Créances net sur la clientèle	1,485,669,588	1,075,046,085

6- PORTEFEUILLES DE TITRES ET DE METAUX PRECIEUX DESTINES AU NEGOCE

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Bons de caisse	50,022,866	12,925,305
Investissements en actions	159,566	150,032
Valeurs à court terme	18,496,697	2,736,005
Portefeuilles de titres et de métaux précieux destinés au négoce	68,679,129	15,811,341

Afriland First Group SA, Neuchâtel

NOTES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDES
DE L'EXERCICE ARRETE AU 31 DECEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

7- IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Actions et parts d'établissements de crédit	1, 459,840	1, 461,890
Autres titres de participation	4, 985,809	4, 686,419
Titres publics immobilisés	59, 249,253	36, 619,306
Titres privés immobilisés	1, 874,390	1, 873,628
Obligations et bons du trésor	120,427	166,159
Investissements détenus jusqu'à l'échéance	2, 046,296	923,829
Immobilisations financières, brutes	69, 736,015	45, 731,231
Provision	(2, 479,972)	(1, 158,622)
Immobilisations financières, nettes	67, 256,043	44, 572,609

8- AUTRES ENGAGEMENTS ENVERS LA CLIENTELE

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Dépôts à terme	188, 907,604	139, 726,714
Dépôts à vue	1, 590, 480,221	1, 198,783,309
Autres engagements envers la clientèle	1,779,387,825	1, 338,510,024

9- NOTE SUR LA CONTINUITE D'EXPLOITATION D'UNE FILIALE

Au 31 décembre 2013, le rapport d'audit d'Intermarket Banking Corporation (Zambie) Limited faisait mention d'un complément d'information:

Sans qualifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Banque ne respecte pas les exigences de capital minimal requis. De plus, la Banque a un déficit dans les réserves de K 59,045 millions au 31 décembre 2013 (2012: K 60,453 millions d'euros)

Les notes aux états financiers de cette Banque indiquent :

« La Banque répond aux exigences des fonds de roulement quotidiens grâce aux marchés monétaires et aux fonds propres de ses actionnaires. La continuité d'exploitation de la Banque dépend du soutien continu de ses actionnaires.

Le Groupe a décidé de valoriser les états financiers sur une base de continuité d'exploitation et a estimé que la direction locale a pris les mesures nécessaires pour maintenir la continuité d'exploitation de sa filiale.

Afriland First Group SA, Neuchâtel

NOTES AUX COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS
DE L'EXERCICE ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013
(avec chiffres comparatifs de l'année 2012)

(montant en Euro)

10- LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

La majorité des produits exceptionnels est due à la reprise des provisions et aux amortissements.

11- AUTRES INFORMATIONS EN VERTU DES DISPOSITIONS LÉGALES DU CODE SUISSE DES OBLIGATIONS

En raison du fait que les filiales du Groupe sont soumises à des dispositions légales et réglementaires des pays dans lesquels elles sont incorporées, le Groupe n'est pas en mesure de présenter les informations relatives à l'assurance incendie, l'information relative aux fonds de pension et les informations relatives au crédit-bail.

12- ÉVALUATION DES RISQUES

La Société reconnaît que la gestion des risques fait partie intégrante de ses activités. Une analyse des risques du Groupe a été effectuée et formalisée le 19 mai 2011 par le Conseil d'Administration. Cette analyse porte sur les principaux risques auxquels la Société est exposée ainsi que leurs impacts dans les états financiers. Le Conseil d'Administration analyse une fois par an l'évolution des risques principaux et la pertinence des mesures prises pour les réduire. Une nouvelle version de l'analyse de risques a été mise à jour en 2013 et a été formellement approuvée par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 29 novembre 2013.



Mali (Dogon)
Collier et bracelet en pierre et terre cuite

Mali (Dogon)
Necklace and bracelet made of stone and terra cotta

" Les empires ne se conservent que comme ils s'acquièrent, c'est-à-dire par la vigueur, par la vigilance et par le travail."



Deloitte SA
 Route de Pré-Bois 20
 Case Postale 1808
 CH-1215 Genève 15
 Tél: +41 (0)58 279 80 00
 Fax: +41 (0)58 279 88 00
 www.deloitte.ch

Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée générale de
Afriland First Group SA, Neuchâtel

Traduction française de
 la version officielle
 anglaise

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés ci-joints de Afriland First Group SA, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux dispositions légales et aux règles de consolidation et d'évaluation décrites en annexe, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.



Afriland First Group SA
Rapport de l'organe de révision
Pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 sont conformes à la loi suisse et aux règles de consolidation et d'évaluation décrites en annexe.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 ch. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le fait que les assemblées générales ordinaires pour les exercices arrêtés au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 n'ont pas été tenues dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice, contrairement aux dispositions de l'art. 699 al.2 CO.

Deloitte SA


Thierry Aubertin
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable


Elisabeth Vidal
Expert-réviseur agréé

Genève, le 14 juillet 2014
THA/EVI/rja

Annexes : Comptes consolidés (bilan, compte de profits et pertes et annexe).

This report is published by Afriland First Group SA.

No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or otherwise, without the prior written permission of:

Afriland First Group SA,
Route des Falaises 7
2000 Neuchâtel- Switzerland

For further information, please contact us at:

Tel: +41 32 710 18 18
Fax: +41 32 710 18 17
Email: secretariat@afilandfirstgroup.com

©Copyright Afriland First Group SA 2013

All rights reserved.



WWW.AFRILANDFIRSTGROUP.COM

